



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 01/09/2021

Votre annonce n°**21-117793** est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Cette annonce n'est plus modifiable.

Les corrections ou annulation éventuelles devront faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après la publication de l'avis au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.

Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).

En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.

[> Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **27**

Annonce No **21-117793**

Travaux

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ministère de la Justice.

Correspondant : bryon Stéphane, secrétariat Général du Ministère de la Justice Département Immobilier 35000 Rennes.

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché : **travaux de rénovation partielle du Palais de justice de Louviers - tranche 2 11, rue des pénitents - 27400 Louviers.**

Type de marché de travaux : exécution.

CPV - Objet principal : 45000000.

Lieu d'exécution : 11 rue des Pénitents, 27400 Louviers.

Code NUTS : FRH03.

L'avis implique un marché public.

Caractéristiques principales :

Des variantes seront-elles prises en compte: oui. La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : oui.

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Durée du marché ou délai d'exécution : 24 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de commencement des travaux : 17 janvier 2022.

Cautionnement et garanties exigés : une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des Paiements. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et

Moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première

Demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant

Total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus

Tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier

Acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : la transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

-Ordonnance no2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;

-Décret no 2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;

-Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance no2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose progressivement aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise :

-Depuis le 1^{er} janvier 2017 pour les grandes entreprises et les personnes publiques ;

-Depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire ;

-À compter du 1^{er} janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises ;

-À compter du 1^{er} janvier 2020 pour les microentreprises.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : le marché sera conclu :

-Soit avec un prestataire unique ;

-Soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : livraison des espaces d'archives avant la fin du premier semestre 2022 et livraison des salles d'audiences en priorité sur les autres locaux.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : le candidat ou ses moyens humains ont-ils déjà réalisé des travaux en site occupé ?

Le candidat ou ses moyens humains ont-ils déjà réalisé des travaux dans le cadre d'une infestation parasitaire ?

Le candidat ou ses moyens humains ont-ils déjà réalisé des travaux en site occupé pour des Palais de justice ?

Le candidat a-t-il prévu de sous-traiter ? quelles tâches ?.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : l'entreprise devra posséder à minima les qualifications indiquées au CCTP du lot concerné ou une équivalence :

Lot 1 Déplombage / Mérule

Qualification 1532 Traitement curative contre les champignons lignivores dont la mérule

Lot 3 Dépose / Gros œuvre

Qualification 1142 Démolition par carottage ou sciage (technicité confirmée)

Qualification 1321 Canalisations d'assainissement (technicité courante)

Qualification 1351 Espaces verts Réalisation d'aménagement d'espaces verts autour de bâtiments, plantations d'arbustes, engazonnement et éventuellement entretien.

Qualification 2112 Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité confirmée) |

Lot 3 GO -

Qualification 2111 Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité courante)

Lot 4 Charpente

Qualification 2301 Fourniture et pose de charpente traditionnelle, en bois lamellé-collé et structure en bois

Lot 5 métallerie

Qualification 4411 Serrurerie-Métallerie (technicité courante)

Lot 6 Menuiseries extérieures bois

Qualification 3512 Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment

Lot 7 icd / Menuiseries Intérieures / Faux plafonds

Qualification 4211 Fourniture et pose de cloisons démontables, amovibles ou mobiles

Qualification 4322 Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois (technicité confirmée)

Qualification 4112 Plâtrerie (technicité confirmée)

Lot 8 Sols souples / Faïence

Qualification 6222 Revêtements résilients pvc

Lot 9 Parquet

Qualification 4343 Parquets traditionnels et parquetage

Lot 10 Peinture

Qualification 6111 Peinture et ravalement (technicité courante)

Lot 12 Plomberie / cvc

Qualification 5111 Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 mètres carrés

Lot 13 Espaces verts

Qualification 1351 Espaces verts.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(X) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : voir article 1.13.12 du CCAP.

Marché réservé : non.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire ATTR11, Acte d'engagement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution->

marchés-2016;

- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>);

- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés;
- Autres renseignements demandés : une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4;
- Autres renseignements demandés : certificat attestant la régularité de la situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés délivré par l'agfiph (entreprise employant au moins 20 salariés);
- Autres renseignements demandés : liste des salariés étrangers ou attestation de non emploi de salariés étrangers (avec date d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail, permis de séjour);
- Autres renseignements demandés : certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage-intempéries, (article 2 de l'arrêté du 25/05/2016 fixant la liste des impôts, taxe, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession), ou attestation de non cotisation.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 24 septembre 2021, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 1.e.r septembre 2021.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rouen 53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

Mots descripteurs : Bâtiment, Gros œuvre, Isolation, Tous corps d'état, Ventilation.

Renseignements relatifs aux lots :

Lot(s) 1. - déplombage - mérule.

Déplombage - mérule

Mots descripteurs : Bâtiment

Lot(s) 2. - échafaudage.

Echafaudage

Mots descripteurs : Echafaudage

Lot(s) 3. - déconstruction - gros œuvre.

Déconstruction - gros œuvre

Mots descripteurs : Démolition, Gros œuvre

Lot(s) 4. - charpente bois - couverture.

Charpente bois - couverture

Mots descripteurs : Charpente, Couverture

Lot(s) 5. - métallerie.

Métallerie

Mots descripteurs : Métallerie

Lot(s) 6. - menuiseries extérieures bois.

Menuiseries extérieures bois

Mots descripteurs : Menuiserie

Lot(s) 7. - icd - menuiseries intérieures.

icd - menuiseries intérieures

Mots descripteurs : Menuiserie

Lot(s) 8. - sols souples.

Sols souples

Mots descripteurs : Revêtements de sols

Lot(s) 9. - parquet.

Parquet

Mots descripteurs : Revêtements de sols**Lot(s) 10.** - peinture.

Peinture

Mots descripteurs : Peinture (travaux)**Lot(s) 11.** - electricité cfo- cfa.

Électricité cfo- cfa

Mots descripteurs : Electricité (travaux)**Lot(s) 12.** - cvc plomberie.

cvc plomberie

Mots descripteurs : Chauffage (travaux), Plomberie (travaux), Ventilation**Lot(s) 13.** - vrd - aménagements extérieurs.

vrd - aménagements extérieurs

Mots descripteurs : Espaces verts, Voirie et réseaux divers**Lot(s) 14.** - aérogommage bois et pierre.

Aérogommage bois et pierre

Mots descripteurs : Charpente, Couverture, Etanchéité, Isolation, Zinguerie

Éléments de facturation :*Numéro du service exécutant* : **FAC0000035***Numéro d'engagement juridique* : **TRVX_LOUVIERS_TRANCHE_2***Classe de profil* : Etat*Siret* : 11000201100044*Libellé de la facture* : Ministère de la Justice 20 rue Puits Mauger 35000 Rennes

Indexation de l'annonce :*Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation* <http://www.boamp.fr> : 24 septembre 2021*Objet de l'avis* : travaux de rénovation partielle du palais de justice de louviers - tranche 2

11, rue des pénitents - 27400 louviers

Nom de l'organisme : Ministère de la Justice

Secrétariat Général du Ministère de la Justice Département Immobilier De Rennes

20 rue du Puits Mauger

35000 Rennes

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun

ACCR4115909



[> Informations légales](#)